

DÉJÀ **10**
dans

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

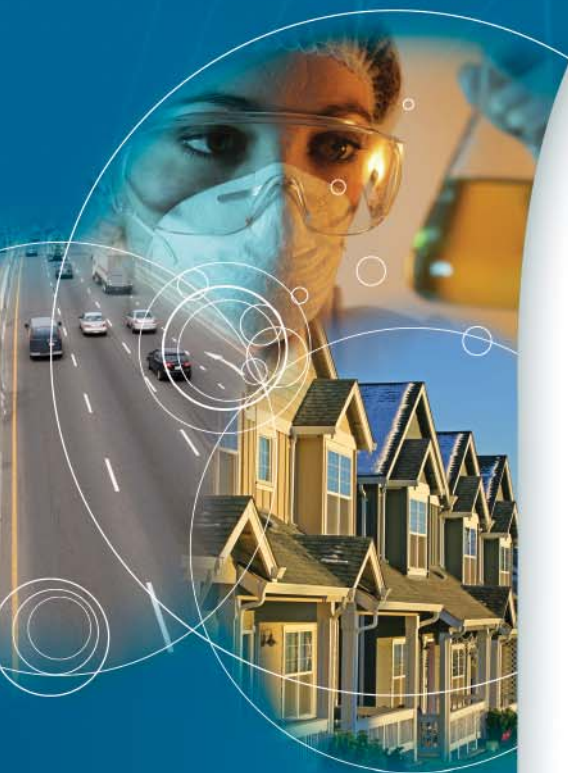
www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2009

CRÉ – Longueuil



Québec 

Équipe de rédaction :

Valérie Barrette	Jean-François Fortin	Claudine Lacroix
Danielle Bilodeau	Henri-Claude Joseph	Christine Lessard
Pierre Cambon	Stéphane Ladouceur	Mathieu Marchand
Stéphane Crespo	Pierre Lachance	Martine St-Amour
Claude Fortier		

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin	Fanny Desrochers	Rémi Thivierge
------------------	------------------	----------------

Révision linguistique :

Esther Frère	Geneviève Laplante
--------------	--------------------

Sous la coordination de :

Pierre Cambon	Stéphane Ladouceur
---------------	--------------------

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3^e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411

Sans frais : 1-800-463-4090

Télécopieur : 418 643-4129

Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com/Amanda Rohde/Victor Kapas/
Devin Allphin, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	%	Pour cent
...	N'ayant pas lieu de figurer	n	Nombre
-	Néant ou zéro	\$	En dollars
p	Donnée provisoire	k	En milliers
r	Donnée révisée	M	En millions
e	Donnée estimée	G	En milliards
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2009
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2009

Table des matières

Territoire	2
Démographie	3
Comptes économiques	7
• Produit intérieur brut	7
• Revenu personnel	9
Exportations	11
Investissements et permis de bâtir	11
• Investissements	11
• Permis de bâtir	13
Logement	14
Conditions de vie et bien-être	17
Éducation	19
Ressources humaines en science et technologie	21
Culture et communications	23
Concepts et définitions	25
Tableaux comparatifs	28

1 – Territoire

par Valérie Barrette, Direction des services informationnels et technologiques

Le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) – Longueuil est situé dans la partie centrale nord de la Montérégie, borné au sud par la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, à l'est par la CRÉ – Montérégie Est, au nord et à l'ouest par le fleuve Saint-Laurent. Le territoire de l'agglomération de Longueuil se divise en cinq municipalités : Brossard, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville et Longueuil.

Avec une superficie en terre ferme de 282,4 km² pour 392 776 habitants en 2008, le territoire de la CRÉ – Longueuil se situe nettement au-dessus des deux autres CRÉ de la Montérégie quant à la densité de peuplement (1 390,8 hab./km²). En 2008, 78,0 % de la population se regroupe dans les deux principales municipalités de la CRÉ : Longueuil (231 364 hab.) et Brossard (74 843 hab.).

Situé dans la zone tempérée nordique, le territoire de la CRÉ – Longueuil est entièrement inclus dans la Communauté métropolitaine de Montréal. On peut aussi noter, en 2008, que 91,5 km² du territoire se trouvent dans la zone agricole (32,4 %), dont 49,0 km² sont occupés par des exploitations agricoles (17,4 %).



2 – Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est intensifiée sensiblement entre 1996 et 2008, mais le rythme d'accroissement demeure plutôt modeste. Il est inférieur à celui de l'ensemble du Québec et apparaît particulièrement faible en comparaison de celui de la Montérégie. Des naissances plus nombreuses que les décès alimentent la croissance, tandis que les migrations internes lui sont défavorables depuis le début des années 2000. La CRÉ – Longueuil continue d'attirer des individus de Montréal, mais perd un nombre important d'habitants au profit des deux autres CRÉ de la Montérégie.

Évolution de la population : une croissance qui s'accélère, mais qui reste relativement faible

Avec ses 392 776 habitants en 2008, la CRÉ – Longueuil représente 27,8 % de la population de la Montérégie et 5,1 % de l'ensemble du Québec.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2008

	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ¹		
	1996	2001	2006	2008 ^p	1996-2001	2001-2006	2006-2008 ^p
	n				pour 1 000		
CRÉ – Longueuil	376 732	379 337	388 826	392 776	1,4	4,9	5,1
Montérégie	1 282 798	1 313 194	1 383 026	1 415 010	4,7	10,4	11,4
Ensemble du Québec	7 246 897	7 396 331	7 631 552	7 750 504	4,1	6,3	7,7

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1^{er} janvier 2009.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques, Série révisée en octobre 2009.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2001 à 2006, la population de la CRÉ – Longueuil a crû en moyenne à un rythme annuel de 4,9 pour mille. La croissance s'est accélérée par rapport à 1996-2001 (+ 1,4 pour mille), mais est demeurée inférieure à la moyenne québécoise au cours de ces deux périodes. Selon les données les plus récentes, l'accroissement s'est légèrement accru en 2006-2008 et a atteint un taux annuel moyen de 5,1 pour mille, tandis que celui du Québec s'est élevé à 7,7 pour mille. Il s'est établi à 11,4 pour mille en Montérégie. La CRÉ – Longueuil affiche une croissance récente beaucoup plus faible que celle de la CRÉ – Montérégie Est (+ 11,2 pour mille) et, surtout, que celle de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (+ 18,1 pour mille).

Structure par âge : un profil semblable à la moyenne québécoise

En 2008, la structure par âge de la CRÉ – Longueuil présente des écarts mineurs avec la moyenne québécoise. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 42,0 ans, comparativement à 41,0 ans dans l'ensemble du Québec. La répartition par grands groupes d'âge est comparable : la part des jeunes de moins de 20 ans est de 22 %, celle des individus d'âge actif (20-64 ans) s'établit à 63 % et celle des personnes âgées de 65 ans et plus est de 15 %. Les différences sont légèrement plus marquées avec la Montérégie, qui affiche un âge médian de 40,7 ans. Comparativement à la CRÉ – Longueuil, les jeunes sont proportionnellement un peu plus nombreux en Montérégie (24,1 %), contrairement aux aînés qui le sont un peu moins (13,5 %).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2008^P

	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
CRÉ – Longueuil	87 388	247 772	57 616	392 776	22,2	63,1	14,7	100,0	42,0
Montérégie	340 810	883 518	190 682	1 415 010	24,1	62,4	13,5	100,0	40,7
Ensemble du Québec	1 734 788	4 883 064	1 132 652	7 750 504	22,4	63,0	14,6	100,0	41,0

Note : Population au 1^{er} juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques, Série révisée en octobre 2009.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel : une contribution positive à la croissance démographique

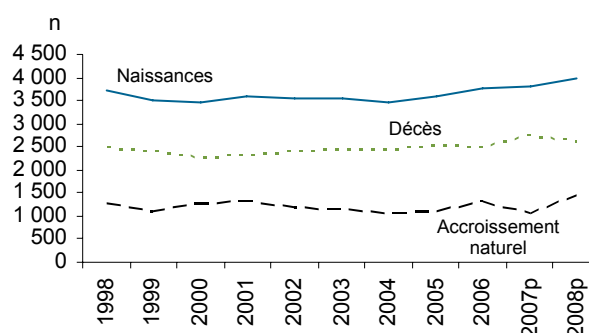
Selon les données provisoires, 3 996 naissances ont été enregistrées dans la CRÉ – Longueuil en 2008, soit une augmentation de 12,5 % par rapport aux 3 551 naissances de 2003.

Cette évolution est principalement attribuable à une intensification de la fécondité, mesurée par l'indice synthétique de fécondité¹, qui est passé de 1,44 enfant par femme en 2003 à 1,65 en 2008. Cette hausse a permis de compenser une légère réduction du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans). La CRÉ continue toutefois d'afficher un indice plus faible que celui de la Montérégie (1,83) et que celui du Québec (1,74).

Le nombre de décès tend à la hausse depuis le début des années 2000, mais son évolution récente a été plutôt irrégulière. Après avoir diminué à 2 467 en 2006, le nombre de décès a atteint un sommet de 2 737 en 2007, puis est descendu à 2 586 en 2008. L'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a ainsi connu d'importantes fluctuations. Il s'était accru sensiblement en 2006 pour représenter 1 287 individus, mais la hausse des décès l'a réduit à 1 052 en 2007. L'accroissement naturel culmine toutefois à 1 410 en 2008.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, CRÉ – Longueuil, 1998-2008



Note : Le nombre de naissances de 2007 est définitif.

Source : Institut de la statistique du Québec.

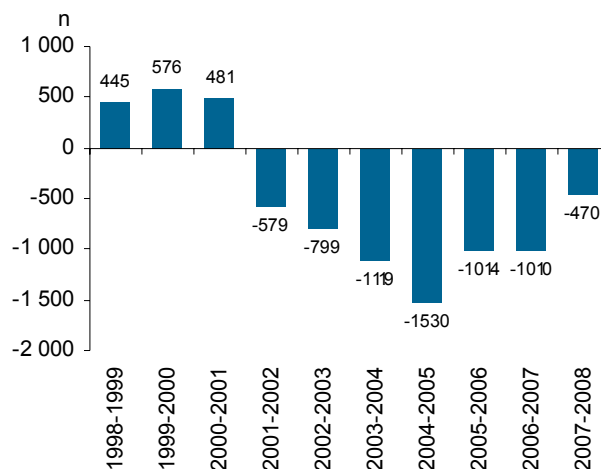
1. Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Migrations : des migrations internes qui freinent la croissance

De 1998-1999 à 2000-2001, la CRÉ – Longueuil a été gagnante dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec et avec les deux autres CRÉ de la Montérégie, mais cette situation s'est inversée par la suite. Les pertes ont été de plus de 1 000 personnes annuellement de 2003-2004 à 2006-2007, mais d'un peu moins de 500 personnes en 2007-2008, les plus faibles enregistrées depuis 2001-2002.

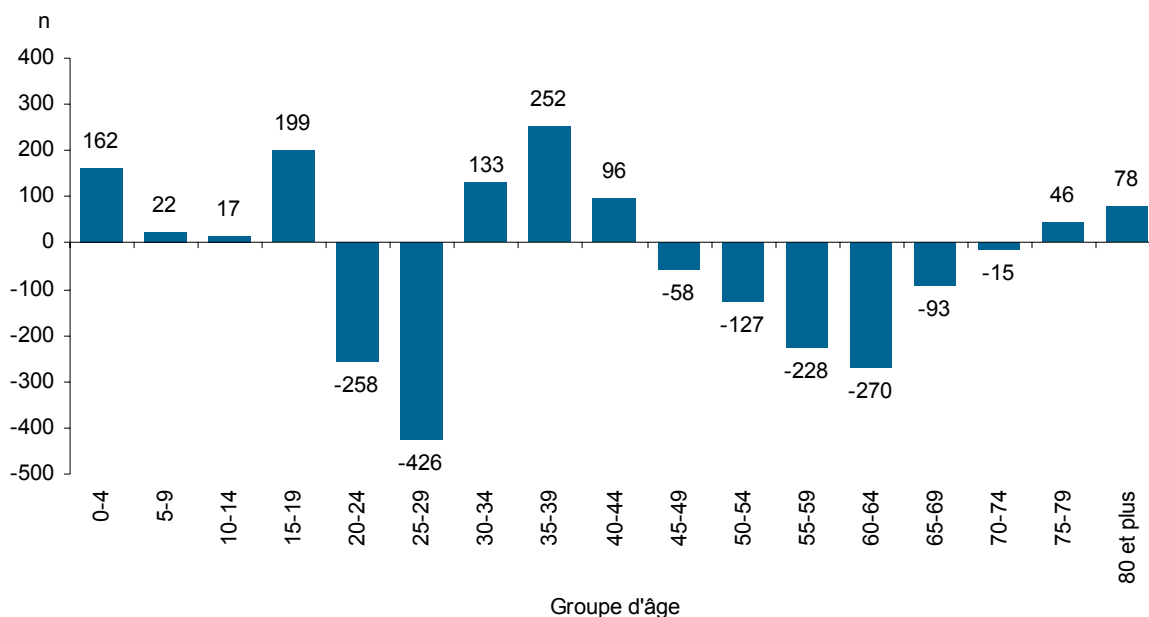
Le profil par groupes d'âge démontre que, malgré des pertes nettes en 2007-2008, la CRÉ a réalisé des gains non négligeables chez les 30-44 ans et chez les moins de 20 ans. Ceux-ci ne sont toutefois pas parvenus à compenser les pertes importantes chez les 20-29 ans et chez les 50-64 ans.

Figure 2.2
Solde migratoire interrégional, CRÉ – Longueuil, 1998-1999 à 2007-2008



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3
Solde migratoire interne selon le groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, 2007-2008



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La CRÉ – Longueuil exerce une force d'attraction importante sur les résidents de Montréal, d'où venaient environ 46 % des entrants en 2007-2008. Montréal est aussi la destination d'une part importante des individus qui quittent la CRÉ, mais les départs sont beaucoup moins nombreux que les arrivées. En 2007-2008, le déséquilibre des échanges a engendré des gains considérables de 2 262 individus au profit de la CRÉ – Longueuil. Cependant, les migrations impliquant les deux autres CRÉ de la Montérégie lui ont été grandement défavorables. Les départs vers ces deux territoires ont été plus fréquents que ceux vers Montréal, mais les entrées, moins nombreuses. Le déficit a atteint 2 477 individus. Les échanges avec la plupart des autres régions, beaucoup moins importants, ont aussi entraîné des pertes, mais de plus faible ampleur.

Tableau 2.3
Entrants, sortants et solde migratoire avec chacune des régions administratives, CRÉ – Longueuil, 2007-2008

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	-58	14	99	0,5	12	157	0,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	40	10	175	1,0	13	135	0,7
Capitale-Nationale	-9	7	426	2,4	7	435	2,3
Mauricie	-2	9	192	1,1	10	194	1,0
Estrie	-54	6	440	2,4	6	494	2,7
Montréal	2 662	1	8 268	45,7	2	5 606	30,2
Outaouais	-66	12	170	0,9	9	236	1,3
Abitibi-Témiscamingue	1	15	73	0,4	15	72	0,4
Côte-Nord	-22	16	46	0,3	16	68	0,4
Nord-du-Québec	-3	17	14	0,1	17	17	0,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-28	13	102	0,6	14	130	0,7
Chaudière-Appalaches	-18	11	171	0,9	11	189	1,0
Laval	-29	5	509	2,8	5	538	2,9
Lanaudière	-156	3	625	3,5	4	781	4,2
Laurentides	-186	4	611	3,4	3	797	4,3
Montérégie ¹	-2 477	2	5 960	32,9	1	8 437	45,4
Centre-du-Québec	-64	8	226	1,2	8	290	1,6
Total	-470	...	18 106	100,0	...	18 576	100,0

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

1. Gains ou pertes nets résultant des échanges avec les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

3 – Comptes économiques

3.1 - Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau et Mathieu Marchand, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2007, le produit intérieur brut (PIB)¹ aux prix de base en dollars courants s'élève à 13,8 G\$ dans le territoire de la CRÉ – Longueuil, ce qui constitue près de 5 % du PIB du Québec et 32,3 % de la Montérégie. Celle-ci compte elle-même pour 15,4 % du PIB du Québec et se classe ainsi au deuxième rang, après Montréal, parmi les régions administratives du Québec.

La croissance économique de la CRÉ – Longueuil en 2007 affiche un taux de 5,3 %, soit un rythme de croissance un peu plus lent que celui de la variation annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 5,9 %) et que celui de la croissance enregistrée dans l'ensemble du Québec en cette année 2007 qui est de 5,8 %. Au chapitre de la croissance économique en 2007, la CRÉ – Longueuil occupe le troisième et dernier rang parmi les trois territoires de CRÉ de la Montérégie.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la CRÉ – Longueuil avec un PIB qui atteint 9,7 G\$ en 2007, soit près de 70 % de son activité économique, semblable à celle qu'on estime à l'échelle du Québec. Cette spécialisation dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. En 2007, ces industries poursuivent sur leur lancée avec une solide hausse de 5,1 %, bien qu'inférieure à celle de 5,6 % des industries productrices de biens qui contribuent ainsi de belle façon à la croissance. Au cours des quatre dernières années, la variation annuelle moyenne de ces deux secteurs est de 5,8 % et de 6,0 % respectivement.

Toutes les industries des services sont en expansion en 2007, à l'exception de celle du transport et de l'entreposage (– 3,1 %). Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le commerce de gros (+ 8,2 %) croît plus rapidement, tandis que celui de détail (+ 2,3 %) augmente plus lentement. La croissance du groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 3,9 %) est modeste. À l'inverse, les autres services (+ 11,6 %) ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs (+ 10,1 %) connaissent une très bonne année, la deuxième consécutive dans le cas des autres services. Les soins de santé et l'assistance sociale (+ 6,7 %), les administrations publiques (+ 7,5 %) de même que les services d'enseignement (+ 8,1 %) montrent une hausse supérieure à la moyenne des industries de services.

Avec un PIB de 4,2 G\$, les industries productrices de biens occupent plus de 30 % de l'économie de la CRÉ – Longueuil. En 2007, l'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien (– 9,0 %), base économique importante de la CRÉ – Longueuil, régresse, pour la troisième année consécutive. La fabrication d'aliments (+ 8,9 %) et de machines (+ 8,0 %) va bon train, tandis que celle de produits chimiques (– 10,4 %), après un bond de 21,6 % l'année précédente, et les activités diverses de fabrication (– 1,0 %) sont à la baisse. La fabrication de produits métalliques (+ 8,8 %), après une forte hausse de 15,0 % en 2006, et de produits minéraux non métalliques (+ 8,4 %) contribuent de belle façon à la croissance économique de la CRÉ – Longueuil. La fabrication de meubles et de produits connexes (+ 16,1 %) obtient de très bons résultats. La fabrication dans son ensemble croît de 3,1 % comparativement à une variation annuelle moyenne de 4,4 %. Au Québec, cette croissance s'élève à 1,3 % en 2007.

1. Pour plus de renseignements concernant les bases économiques des régions administratives, veuillez consulter : « Lemelin, A. et P. Mainguy (2008). *Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005*, cahier technique et méthodologie préparé pour l'Institut de la statistique du Québec. Québec, Institut de la statistique, 133 p. »

Tableau 3.1
Produit intérieur brut (PIB), aux prix de base, par industrie, CRÉ – Longueuil, 2006-2007

	2006 ^{er}	2007 ^e	Part de l'industrie en 2007	Variation annuelle moyenne 2007/2003	Variation 2007/2006
	k\$			%	
Ensemble des industries	13 112 344	13 804 330	100,0	5,9	5,3
Secteur de production de biens	3 931 551	4 151 524	30,1	6,0	5,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	31 754	28 466	0,2	-3,3	-10,4
Cultures agricoles et élevage	16 487	17 492	0,1	7,8	6,1
Foresterie et exploitation forestière	8 844	4 740	0,0	-25,9	-46,4
Pêche, chasse et piégeage	X	X	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	X	X	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	X	X	...	...	...
Services publics	X	X	...	...	...
Construction	757 712	877 648	6,4	10,7	15,8
Fabrication	2 747 875	2 833 223	20,5	4,4	3,1
Fabrication d'aliments	285 950	311 273	2,3	6,2	8,9
Fabrication de boissons et de produits du tabac	X	X	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	10 052	9 942	0,1	-22,4	-1,1
Fabrication de vêtements	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en bois	47 413	42 271	0,3	-5,2	-10,8
Fabrication de papier	55 588	54 526	0,4	18,2	-1,9
Impression et activités connexes de soutien	144 127	131 102	0,9	-7,5	-9,0
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	285 465	255 807	1,9	0,5	-10,4
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	139 476	134 022	1,0	3,2	-3,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	83 340	90 300	0,7	4,4	8,4
Première transformation des métaux	X	X	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	173 261	188 559	1,4	7,6	8,8
Fabrication de machines	145 941	157 607	1,1	3,0	8,0
Fabrication de produits informatiques et électroniques	X	X	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	71 173	75 480	0,5	26,7	6,1
Fabrication de matériel de transport	X	X	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	63 353	73 568	0,5	11,2	16,1
Activités diverses de fabrication	73 572	72 810	0,5	-2,3	-1,0
Secteur des services	9 180 793	9 652 806	69,9	5,8	5,1
Commerce de gros	903 343	977 834	7,1	5,6	8,2
Commerce de détail	1 019 908	1 043 089	7,6	4,6	2,3
Transport et entreposage	531 411	514 982	3,7	4,0	-3,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	389 569	408 547	3,0	12,8	4,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2 319 664	2 410 355	17,5	5,8	3,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	569 081	593 629	4,3	2,7	4,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	392 770	415 989	3,0	8,1	5,9
Services d'enseignement	629 894	680 752	4,9	5,2	8,1
Soins de santé et assistance sociale	1 009 274	1 077 181	7,8	7,0	6,7
Arts, spectacles et loisirs	140 884	155 072	1,1	2,3	10,1
Hébergement et services de restauration	240 615	247 449	1,8	6,1	2,8
Autres services, sauf les administrations publiques	379 935	424 166	3,1	8,0	11,6
Administrations publiques	654 445	703 759	5,1	5,7	7,5
Production industrielle¹	3 142 085	3 245 411	23,5	5,0	3,3

Note : er : données estimées et révisées; e : données estimées.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la CRÉ – Longueuil figure au premier rang parmi les territoires de CRÉ de la Montérégie en 2008. En effet, le PIB par habitant atteint 36 079 \$, soit une hausse de 2,6 % par rapport à 2007. La population de la CRÉ – Longueuil demeure stable en 2008 et son PIB croît relativement plus fortement qu'au Québec en 2008, ce qui explique les bons résultats du PIB par habitant. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 36 542 \$ en 2008, après une augmentation de 1,0 %.

3.2 - Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir fait un bond de 4,6 % en 2007, le revenu personnel par habitant dans la CRÉ – Longueuil augmente dans une moindre mesure en 2008, soit de 2,5 %, et il s'élève à 37 642 \$. Ce ralentissement provient principalement des revenus de placement qui augmentent de 3,9 %, après une hausse remarquable de 9,9 % en 2007, et des revenus d'emploi qui progressent plus lentement en 2008. En ce qui a trait au revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers, amputé des impôts directs et des cotisations au régime d'assurance sociale, il augmente de 4,0 % et se fixe à 28 026 \$. À ce chapitre, Longueuil se classe au premier rang des CRÉ de la Montérégie, étant de ce fait au-dessus de la moyenne régionale de 26 408 \$ et de celle du Québec (25 494 \$).

Tableau 3.2.1

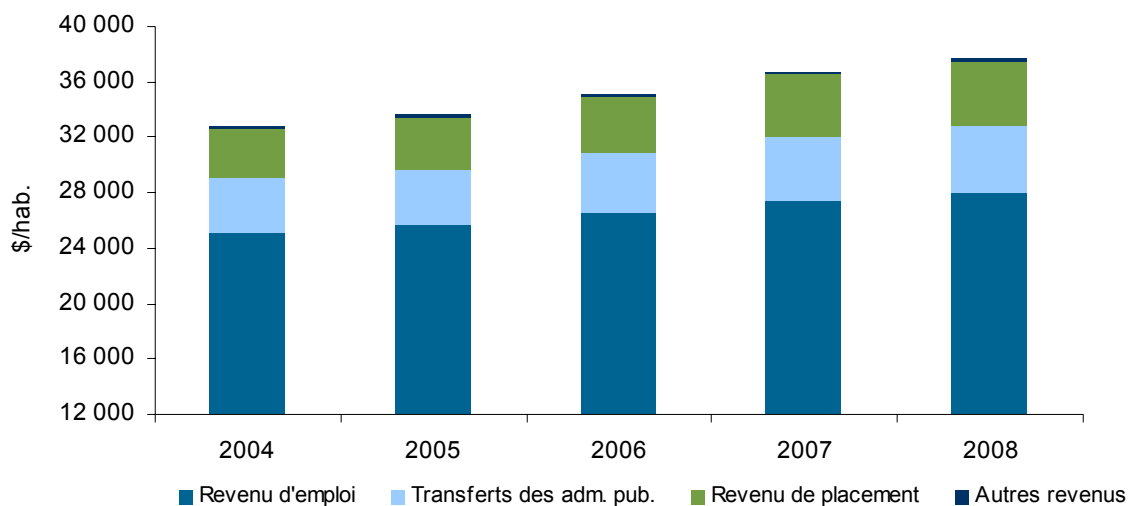
Revenu personnel et ses composantes par habitant, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2007-2008

	CRÉ – Longueuil			Ensemble du Québec		
	2007 ^r	2008 ^p	Variation 08/07	2007 ^r	2008 ^p	Variation 08/07
	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Revenu d'emploi	27 478	28 032	2,0	23 317	23 849	2,3
Revenu de placement	4 442	4 617	3,9	3 844	3 895	1,3
Transferts des administrations publiques	4 619	4 807	4,1	5 215	5 504	5,5
Autres sources de revenu	190	186	-2,0	161	158	-1,7
Revenu personnel	36 729	37 642	2,5	32 537	33 406	2,7
<i>Moins :</i>						
Impôts, cotisations et autres transferts	9 775	9 616	-1,6	8 035	7 913	-1,5
<i>Égale :</i>						
Revenu personnel disponible	26 954	28 026	4,0	24 502	25 494	4,0

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux*.

Les résidents de la CRÉ – Longueuil (4 807 \$) reçoivent, en moyenne, moins en transferts des divers paliers de gouvernement que ceux du Québec (5 504 \$). En raison de la bonne performance du marché du travail, les Longueuillois ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Par rapport à 2007, les transferts que versent les administrations publiques aux particuliers croissent de 4,1 %, sous l'effet de la hausse combinée des prestations de la Régie des rentes du Québec, de la Sécurité de la vieillesse et de l'assurance parentale ainsi que des subventions aux associations de bienfaisance.

Figure 3.2.2
Évolution du revenu personnel par habitant, CRÉ – Longueuil, 2004-2008



Source : Institut de la statistique du Québec.

4 – Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2006, la CRÉ – Longueuil a exporté des biens vers les autres pays pour une valeur de 4 058,2 M\$, soit une baisse de 7,0 % par rapport à l'année précédente ; cette baisse fait suite aux deux hausses observées en 2004 (+ 15,8 %) et en 2005 (+ 1,3 %). Dans l'ensemble de la Montérégie, les exportations ont diminué de 8,4 % en 2006. Les exportations de la CRÉ représentent 33,5 % de celles de la région, et leur part relative augmente pour la première fois en six ans. Au cours des cinq années précédentes, en effet, cette part a diminué constamment, passant de 40,3 % en 2001 à 33,0 % en 2005.

On compte 565 établissements exportateurs dans la CRÉ – Longueuil en 2006. De ces établissements, 277 exportent uniquement aux États-Unis, pour une valeur de 561,4 M\$. Par ailleurs, les exportations faites hors des États-Unis seulement ont augmenté fortement de 2001 (42,0 M\$) à 2005 (493,3 M\$) et, malgré un repli à 258,9 M\$ en 2006, cela reflète une certaine diversification des marchés hors des États-Unis.

Tableau 4.1

Établissements exportateurs de marchandises et valeur exportée vers les États-Unis ou hors des États-Unis, CRÉ – Longueuil, 2002-2006

	Établissements (n)				Valeur des exportations (M\$)			
	É.-U. seulement	Hors É.-U. seulement	É.-U. et hors des É.-U.	Total	É.-U. seulement	Hors É.-U. seulement	É.-U. et hors des É.-U.	Total
2002	327	110	151	588	696,6	30,7	3 434,7	4 162,0
2003	297	122	176	595	563,5	207,5	2 947,4	3 718,4
2004	286	131	168	585	556,5	407,7	3 341,8	4 306,0
2005	278	150	159	587	502,9	493,3	3 366,9	4 363,1
2006	277	142	146	565	561,4	258,9	3 237,9	4 058,2

Source : Statistique Canada, *Registre des exportateurs canadiens*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'exportation, Direction de l'analyse du commerce extérieur et de l'investissement étranger.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le *Registre des exportateurs canadiens*.

5 – Investissements et permis de bâtir

5.1 - Investissements¹

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Selon les perspectives 2009, les investissements de la CRÉ – Longueuil augmentent de 9,6 % en 2009 et s'élèvent à 3,6 G\$, soit 34,5 % du total de la Montérégie. Cette croissance annuelle est très près du taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2005 à 2009 (+ 9,3 %). La CRÉ surpasse donc la performance de la Montérégie en croissance annuelle et en TCAM, tandis que la région croît de 0,9 % en 2009 et de 3,5 % en moyenne depuis 2005.

1. Les données présentées ici font abstraction de la révision de Statistique Canada de juillet 2009, pour laquelle les données régionales ne sont pas accessibles.

Tableau 5.1.1

Dépenses en immobilisation, par industrie¹ et par secteur, CRÉ – Longueuil, 2005-2009²

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	TCAM ³ 2009/2005	Part relative dans la CRÉ Montérégie (2009)	Part relative dans la CRÉ Montérégie (2009)
	k\$					%			
Production de biens	272 279	361 874	455 375	455 082	399 886	-12,1	10,1	11,0	25,2
Production de services	1 419 839	1 735 923	2 242 952	1 850 887	1 914 605	3,4	7,8	52,6	44,3
Logement	858 389	884 661	902 636	1 015 925	1 326 353	30,6	11,5	36,4	28,7
Total	2 550 508	2 982 458	3 600 963	3 321 894	3 640 844	9,6	9,3	100,0	34,5
Secteur privé	1 855 846	2 323 932	2 636 951	2 471 230	2 643 681	7,0	9,2	72,6	32,4
Secteur public	694 662	658 525	964 012	850 663	997 163	17,2	9,5	27,4	41,9

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.

2. 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.

3. TCAM : taux de croissance annuel moyen.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.

Les industries productrices de biens voient leurs investissements diminuer de 12,1 % (la plus forte baisse des CRÉ de la Montérégie) et s'établir à 399,9 M\$. Le secteur des services publics (- 25,3 %) et celui de la fabrication (- 7,1 %) sont en bonne partie responsables de cette baisse. Cependant, le TCAM dévoile une tendance diamétralement opposée, affichant une croissance de 10,1 % depuis 2005.

Les industries productrices de services croissent de 3,4 % en 2009 et s'établissent à 1,9 G\$, un sommet parmi les CRÉ de la Montérégie. La CRÉ – Longueuil est responsable à elle seule de 44,3 % des investissements de ces industries dans la région. La hausse de 18,9 % du secteur des administrations publiques explique principalement cette hausse.

Le logement voit ses dépenses en immobilisation bondir de 30,6 % en 2009 et s'établir à 1,3 G\$, ce qui porte à 28,7 % le poids de la CRÉ dans la Montérégie. Malgré cette croissance, la CRÉ demeure au dernier rang des CRÉ en matière d'investissement dans ce secteur.

Les dépenses en immobilisation du secteur privé augmentent de 7,0 % en 2009 dans la CRÉ – Longueuil et s'élèvent à 2,6 G\$, ce qui place la CRÉ en milieu de peloton parmi les CRÉ de la Montérégie. Le secteur public augmente de 17,2 % en 2009 et s'établit à 997,2 M\$, faisant de la CRÉ le chef de file de la Montérégie dans ce secteur.

5.2 - Permis de bâtir

par Henri-Claude Joseph, Direction des statistiques économiques et du développement durable

La valeur des permis de bâtir de la CRÉ – Longueuil totalise 831,2 M\$ en 2008, à savoir une hausse de 3,6 % (+ 28,8 M\$) par rapport à 2007, mais elle reste celle qui, parmi les trois CRÉ, fournit la plus petite part (28,4 %) des permis de la région. Le secteur résidentiel (546,9 M\$) représente 65,8 % de la valeur totale des permis de bâtir de cette CRÉ et il se révèle le seul groupe à connaître une hausse de la valeur des permis dans cette CRÉ en 2008, en enregistrant une poussée de 38,8 % (152,8 M\$) par rapport à 2007. À cet égard, la CRÉ – Longueuil constitue 26,6 % du secteur résidentiel de la Montérégie en 2008. Le secteur non résidentiel subit une chute de 30,4 % pendant la dernière année. Sa composante industrielle a connu la baisse la moins forte (– 6,8 M\$), suivie de la catégorie commerciale (– 10,6 M\$) et de la section institutionnelle (– 106,7 M\$). Toutefois, par comparaison avec 2004, la valeur des permis non résidentiels s'est appréciée dans l'ensemble (+ 79,0 M\$) et, en particulier, dans les catégories commerciale (+ 80,2 M\$) et industrielle (+ 13,9 M\$), mais non quant à la catégorie institutionnelle (– 15,0 M\$).

Tableau 5.2.1

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007
	k\$					%
CRÉ – Longueuil	540 212	557 075	704 833	802 436	831 219	3,6
Commercial	119 259	106 993	217 665	210 004	199 443	-5,0
Industriel	22 541	38 337	35 269	43 166	36 407	-15,7
Institutionnel	63 506	15 231	48 726	155 131	48 466	-68,8
Résidentiel	334 906	396 514	403 173	394 135	546 903	38,8
Montérégie	2 412 912	2 466 206	2 515 252	2 846 744	2 924 483	2,7
Commercial	315 883	358 172	481 543	487 597	464 295	-4,8
Industriel	222 357	194 353	145 556	191 575	231 809	21,0
Institutionnel	136 309	131 300	134 697	228 237	171 472	-24,9
Résidentiel	1 738 363	1 782 381	1 753 456	1 939 335	2 056 907	6,1
Ensemble du Québec	11 629 583	11 287 982	11 878 332	12 973 354	13 806 682	6,4
Commercial	1 927 010	1 837 727	2 204 105	2 446 290	2 625 641	7,3
Industriel	758 991	867 794	841 541	886 606	1 102 337	24,3
Institutionnel	972 996	696 663	1 053 192	1 224 358	1 167 075	-4,7
Résidentiel	7 970 586	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	5,9

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6 – Logement

par Claudine Lacroix, Direction des statistiques sociodémographiques

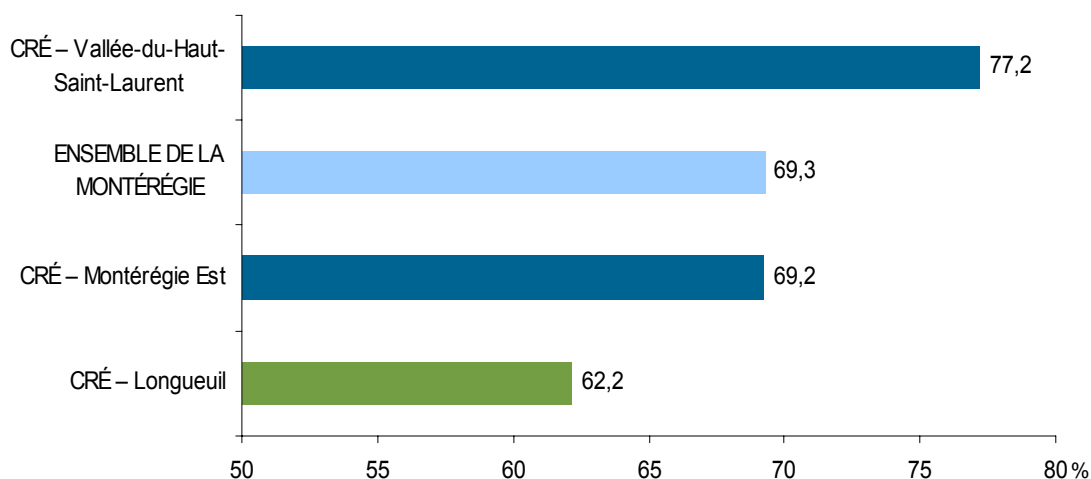
La qualité du logement représente un facteur incontournable de l'évaluation des conditions de vie des individus. En effet, le logement revêt une importance d'autant plus grande qu'il constitue le premier poste de dépense de la majorité des ménages¹. Le mode d'occupation et l'accessibilité financière sont les deux angles retenus pour décrire la situation des ménages quant au logement. Longueuil possède un taux de propriété des ménages inférieur à la moyenne de la Montérégie. De plus, la part de ceux qui consacrent une proportion élevée (30 % et plus) de leur revenu au logement y est légèrement supérieure à l'ensemble de la région.

Mode d'occupation : une part de ménages propriétaires inférieure à la moyenne de la Montérégie

Dans la CRÉ – Longueuil, près de deux ménages sur trois (62,2 %) sont propriétaires de leur unité d'habitation en 2006. Cette proportion se situe en-dessous de la moyenne de la Montérégie, qui est de 69,3 %, et légèrement au-dessus de la moyenne québécoise, soit 60,2 %². La part des ménages propriétaires s'est élevée entre 2001 et 2006; elle était de 56,3 % au début de la période. Cette augmentation est plus importante que celle que l'on constate en Montérégie, dont le taux était de 67,4 %³ en 2001. En termes absolus, la CRÉ compte 27 600 ménages propriétaires de plus en 2006. L'effectif s'est aussi accru chez les locataires, mais dans une moindre mesure (+ 4 800), ce qui explique la croissance du taux de propriété des ménages.

Figure 6.1

Taux de propriété des ménages par territoire de CRÉ de la Montérégie, 2006



Source : Statistique Canada, *Recensement*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada (Source : Statistique Canada, *Dictionnaire du recensement de 2006*). Dans le présent texte, il est question des ménages privés seulement.

2. LACROIX, Claudine, « Logement », dans Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec*, édition 2009, chap. 7, p. 68.

3. *Ibid.*

Le mode d'occupation du logement varie selon le type de ménage. Les couples avec enfants célibataires demeurant avec eux sont les plus susceptibles de posséder leur unité d'habitation, 81,5 % dans la CRÉ en 2006, puis les couples sans enfants, 74,4 %. L'effectif de ces derniers a d'ailleurs connu une augmentation notable dans la CRÉ entre 2001 et 2006. Compte tenu du changement de classification des familles avec personnes additionnelles autres que des enfants – Statistique Canada les a déplacées de la catégorie des ménages familiaux en 2001 à celle des autres genres de ménages en 2006 –, on peut considérer que l'augmentation d'environ 9 400 couples sans enfants propriétaires au cours de la période est en réalité un peu plus élevée. De leur côté, les familles monoparentales sont moins souvent propriétaires que les couples : 50,5 % en 2006, tandis que les personnes seules sont majoritairement locataires : 62,0 %. L'effectif de ce dernier genre de ménage a également connu une croissance d'effectif, d'environ 9 600 pour les deux modes d'occupation, au cours de la période 2001-2006. Le poids de ces ménages s'est ainsi accru tant chez les propriétaires que les locataires, passant de 16,3 % à 17,5 % chez les premiers et de 43,8 % à 46,9 % chez les seconds (données non illustrées).

Tableau 6.1
Répartition des ménages selon le mode d'occupation et le genre de ménage, CRÉ – Longueuil, 2001 et 2006¹

	Ménages familiaux ²						Ménages non-familiaux composés d'une seule personne		Total ³	
	Couples				Familles monoparentales		n	%	n	%
	sans enfants		avec enfants							
	n	%	n	%	n	%	n	%		
Propriétaires										
2001	20 270	66,9	30 790	77,7	6 520	41,8	11 705	32,4	71 715	56,3
2006	29 640	74,4	37 315	81,5	8 330	50,5	17 380	38,0	99 325	62,2
Locataires										
2001	10 015	33,1	8 825	22,3	9 070	58,2	24 430	67,6	55 715	43,7
2006	10 225	25,6	8 485	18,5	8 170	49,5	28 350	62,0	60 475	37,8
Total										
2001	30 285	100,0	39 615	100,0	15 590	100,0	36 135	100,0	127 430	100,0
2006	39 865	100,0	45 800	100,0	16 500	100,0	45 730	100,0	159 800	100,0

1. Ces données excluent les logements de bande.

2. La catégorie « ménages familiaux » inclut, pour l'année 2001, les familles avec personnes additionnelles autres que des enfants, tandis que ces dernières se retrouvent, pour l'année 2006, dans la catégorie « autre genre de ménage » qui n'est pas présentée dans le tableau pour aucune des deux années de recensement. Cette reclassification affecte chacune des sous-catégories de la catégorie « ménages familiaux ». Elle a tendance à sous-estimer les augmentations et à sur-estimer les diminutions d'effectifs entre les deux années de recensement pour chacune des sous-catégories. À l'échelle du Québec, environ 100 000 ménages sont concernés par cette reclassification.

3. La catégorie « autre genre de ménage » est comprise dans le total, mais n'est pas présentée dans le tableau. Cette catégorie comprend les ménages multifamiliaux et les ménages non familiaux composés de deux personnes ou plus.

Source : Statistique Canada, *Recensements*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Accessibilité financière : une proportion légèrement supérieure de ménages consacrant une part élevée de leur revenu au logement que dans toute la Montérégie

Dans la CRÉ – Longueuil en 2006, près de un ménage sur cinq (21,3 %) est susceptible de connaître des difficultés financières en raison d'une part trop élevée du revenu consacrée au logement (30 % et plus)⁴. Cette proportion est légèrement supérieure à celle que l'on rencontre dans toute la Montérégie (19,0 %), mais inférieure à la moyenne québécoise (22,5 %)⁵. Les ménages locataires sont plus à risque que les propriétaires, tandis que 35,2 % des premiers et 12,8 % des seconds sont concernés. Entre 2001 et 2006, on constate une légère baisse de la proportion des ménages de la CRÉ dont le taux d'effort représente au moins 30 % de leur revenu annuel total. En effet, celle-ci s'élevait à 22,6 % en 2001.

Tableau 6.2

Nombre et part des ménages consacrant 30 % et plus de leur revenu brut aux dépenses d'habitation selon le mode d'occupation du logement, CRÉ – Longueuil et Montérégie, 2001 et 2006¹

	Total		Propriétaires						Locataires	
			Total		Assumant une hypothèque		N'assumant pas d'hypothèque			
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
CRÉ – Longueuil										
2001	28 765	22,6	9 720	13,6	..	..	..	..	19 045	34,3
2006	33 930	21,3	12 730	12,8	11 085	19,0	1 645	4,0	21 200	35,2
Montérégie										
2001	96 060	19,4	41 340	12,4	..	..	..	..	54 725	33,6
2006	103 350	19,0	48 095	12,8	41 175	17,9	6 920	4,7	55 255	33,0

1. Ces données excluent les logements de bande et les logements privés situés dans une ferme qui sont occupés par l'exploitant agricole.

Source : Statistique Canada, *Recensements*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4. Seuil établi par la SCHL à partir duquel un ménage est susceptible de connaître un problème d'accessibilité financière au logement (Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Outil de calcul des mensualités hypothécaires. Combien pouvez-vous vous permettre de payer?*, http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/co/aclo/aclo_005.cfm, dernière consultation : 6 juillet 2009).

5. LACROIX, Claudine, « Logement », dans Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec*, édition 2009, chap. 7, p. 69.

7 – Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2006, la proportion de familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la CRÉ – Longueuil (8,3 %) que dans l'ensemble du Québec (9,3 %), mais plus élevée que dans l'ensemble de la région de la Montérégie (7,1 %). D'ailleurs, parmi les trois CRÉ de la Montérégie, c'est à Longueuil que le taux de faible revenu demeure le plus accentué en 2006. De 2002 à 2006, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue de 0,7 point dans la CRÉ, tandis qu'au Québec et en Montérégie, il diminue respectivement de 0,8 point et de 0,6 point. Par rapport à 2005 seulement, il est en baisse de 0,3 point, tandis qu'il demeure stable en Montérégie et diminue de 0,2 point au Québec.

Tableau 7.1

Taux de faible revenu selon le type de familles, CRÉ – Longueuil, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Écart 2006/2002
	%					point de pour- centage
Taux de faible revenu des familles	9,0	9,2	9,1	8,6	8,3	-0,7
Famille comptant un couple	6,0	6,2	6,1	5,3	5,7	-0,3
Sans enfants	5,2	5,3	4,8	5,0	5,1	-0,1
Avec 1 enfant	5,7	6,2	6,4	5,3	6,3	0,6
Avec 2 enfants	5,6	5,9	6,3	4,6	5,0	-0,7
Avec 3 enfants et plus	11,5	11,9	11,8	9,2	9,1	-2,4
Famille monoparentale	24,8	24,9	24,9	26,1	23,4	-1,4
Avec 1 enfant	21,3	21,3	21,3	23,4	21,5	0,2
Avec 2 enfants	25,9	26,1	26,0	26,7	23,3	-2,6
Avec 3 enfants et plus	45,0	44,9	45,0	44,1	38,5	-6,5

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2006, le taux de faible revenu est quatre fois plus élevé concernant les familles monoparentales (23,4 %) qu'en ce qui concerne les familles comptant un couple (5,7 %).

Toujours en 2006, on dénombre à Longueuil 9 130 familles à faible revenu, dont 3 870 sont monoparentales. C'est parmi les familles monoparentales avec trois enfants et plus que le taux diminue le plus entre 2002 à 2006 (– 6,5 points). Inversement, le taux ne décroît pas parmi les couples ou les familles monoparentales avec un enfant. Dans la CRÉ – Longueuil, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 12 530 en 2002 à 10 220 en 2006, soit une diminution de 18,4 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la CRÉ (– 3,2 %).

Revenu médian des familles

De 2005 à 2006, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente légèrement dans la CRÉ – Longueuil (+ 1,1 %), soit à un rythme inférieur à celui de l'ensemble du Québec (+ 1,8 %), et à peine inférieur à celui de la Montérégie prise dans son ensemble (+ 1,2 %). Longueuil demeure en avance par rapport au Québec puisque, selon les données de 2006, le revenu médian avant impôt des familles s'établit à 66 300 \$, comparativement à 59 000 \$ au Québec. Le revenu y dépasse aussi celui de la Montérégie, lequel s'établit à 64 700 \$. Par rapport aux deux autres CRÉ de la Montérégie, c'est à Longueuil que ce revenu est le plus élevé en 2006.

Tableau 7.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2005-2006

	2005	2006	Variation 2006/2005
	\$ constants de 2006		%
CRÉ – Longueuil	65 586	66 300	1,1
Montérégie	63 959	64 700	1,2
Ensemble du Québec	57 960	59 000	1,8

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Quant au revenu médian après impôt, il varie beaucoup selon le type de famille. En 2006, les familles monoparentales (34 600 \$) ont un revenu médian après impôt moins élevé que celui des familles comptant un couple (60 300 \$). Toutefois, de 2002 à 2006, la situation des deux types de familles s'améliore quelque peu, le revenu médian après impôt des familles monoparentales augmentant de 6,8 % et celui des familles comptant un couple, de 2,4 %.

Tableau 7.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation 2006/2002	TCAM ¹ 2006/2002
	\$ constants de 2006					%	%
CRÉ – Longueuil							
Famille comptant un couple	58 915	58 221	58 355	59 587	60 300	2,4	0,6
Sans enfants	48 154	48 464	49 097	49 418	50 300	4,5	1,1
Avec 1 enfant	65 220	64 478	64 492	65 993	66 300	1,7	0,4
Avec 2 enfants	72 503	71 371	72 709	75 449	77 000	6,2	1,5
Avec 3 enfants et plus	67 503	66 705	67 820	71 992	73 800	9,3	2,3
Famille monoparentale	32 393	32 345	32 142	33 251	34 600	6,8	1,7
Avec 1 enfant	32 284	32 345	31 934	32 742	33 700	4,4	1,1
Avec 2 enfants	33 806	33 299	33 702	35 488	37 000	9,4	2,3
Avec 3 enfants et plus	29 240	29 588	28 813	30 709	33 200	13,5	3,3

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8 – Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au secondaire : taux de décrochage scolaire

Pour la septième année consécutive, le taux de décrochage scolaire de la CRÉ – Longueuil (26,8 %) demeure supérieur à la moyenne québécoise (25,3 %), tout en étant le plus faible des CRÉ de la Montérégie. Par ailleurs, le taux connaît une hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2005-2006. L'augmentation est plus notable chez les filles (+ 2,5 points) que chez les garçons (– 0,6 point).

Tableau 8.1

Taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, selon le sexe, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2002-2003 à 2006-2007

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Écart 06-07/02-03
	%					Point de pourcentage
CRÉ – Longueuil	28,0	25,6	27,1	25,6	26,8	-1,2
Garçons	34,1	32,3	34,4	33,2	32,5	-1,6
Filles	22,2	19,1	19,8	18,5	21,0	-1,1
Montérégie	28,3	26,7	27,5	27,0	28,5	0,2
Garçons	36,4	34,6	35,9	34,8	36,3	-0,1
Filles	20,4	19,0	19,2	19,3	20,6	0,2
Ensemble du Québec	25,0	24,9	24,5	24,2	25,3	0,3
Garçons	31,8	31,4	31,0	30,3	31,3	-0,5
Filles	18,5	18,5	18,3	18,4	19,5	1,0

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction de la recherche, des statistiques et de l'information.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Formation au collégial : inscriptions et diplômés

En 2007, 55,4 % des 3 130 finissants du secondaire de la CRÉ – Longueuil qui ont poursuivi des études collégiales l'ont fait à l'intérieur de la région, en baisse de 3,1 points de pourcentage par rapport à 2006. De ces 1 734 finissants, 85,8 % ont continué au préuniversitaire, tandis que 14,2 % ont opté pour la formation technique. Pour ce qui est des inscriptions qui proviennent de l'extérieur, la CRÉ – Longueuil accueille 1 055 individus qui s'orientent à 75,3 % vers les études préuniversitaires et à 24,7 % vers la formation technique.

Les établissements collégiaux de la CRÉ – Longueuil ont décerné 1 598 diplômes en formation préuniversitaire (61,6 %) et 996 diplômes en formation technique (38,4 %) en 2006. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (54,1 % et 45,9 % respectivement), et ce, davantage en formation préuniversitaire que technique.

Pour la quatrième année consécutive, le nombre de diplômés au collégial diminue (– 6,0 % en 2006). Cette variation est due en grande partie à la baisse de 21,3 % des diplômes techniques. Les diplômes préuniversitaires ont quant à eux augmenté de 6,9 %, et ce, après deux années de recul.

Tableau 8.2

Nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, CRÉ – Longueuil, 2002-2006

	2002 ^f	2003 ^f	2004 ^f	2005 ^f	2006
	n				
CRÉ – Longueuil	3 003	2 839	2 823	2 761	2 594
Préuniversitaire	1 672	1 673	1 611	1 495	1 598
Arts	46	35	26	32	30
Arts et lettres	172	235	195	209	223
Lettres	13	x	x	–	–
Multiples	30	x	x	25	34
Sciences	509	532	461	454	501
Sciences humaines	902	842	902	775	810
Technique	1 331	1 166	1 212	1 266	996
Techniques physiques	429	367	378	348	196
Techniques biologiques	170	199	201	204	238
Techniques administratives	574	455	463	504	365
Techniques artistiques	9	6	27	37	36
Techniques humaines	149	139	143	173	161

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Secteur de l'enseignement supérieur, Direction des systèmes et du contrôle en collaboration avec le Secteur de l'information et des communications, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs.

Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 50,7 % des diplômes décernés et les sciences, 31,4 %. En ce qui a trait à la formation technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 36,6 %, suivies par les techniques biologiques, 23,9 %.

Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

En 2006, les 1 665 diplômés au baccalauréat de la CRÉ – Longueuil sont majoritairement des femmes (61,5 %), tout comme au Québec (62,8 %). Dans la CRÉ – Longueuil, cette proportion atteint un sommet en 2006, en hausse de 3,8 points par rapport à 2005.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (66,7 %), ce qui est inférieur à la proportion québécoise (68,1 %). Depuis 2004, on observe que le nombre de diplômés au baccalauréat a régressé dans la CRÉ – Longueuil (– 3,0 % en 2006), essentiellement à cause des sciences sociales et humaines. Cette variation est inférieure à l'augmentation au Québec (+ 1,9 %).

Tableau 8.3

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe, CRÉ – Longueuil, 2004-2006

	2004	2005	2006
	n		
CRÉ – Longueuil	1 791	1 717	1 665
Santé	163	135	174
Hommes	39	32	25
Femmes	124	103	149
Sciences naturelles et génie	438	403	381
Hommes	288	260	248
Femmes	150	143	133
Sciences sociales et humaines	1 190	1 179	1 110
Hommes	423	434	368
Femmes	767	745	742

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Banque des cheminements scolaires*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9 – Ressources humaines en science et technologie

par Christine Lessard, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie et la main-d'œuvre en science et technologie sont des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans.

Selon les données du recensement de 2006, 62 405 personnes de 25 à 64 ans occupent un emploi en ST dans le territoire de la CRÉ – Longueuil, ce qui représente 37,5 % des personnes du même groupe d'âge qui occupent un emploi dans ce territoire et 33,6 % de celles qui occupent un emploi en ST dans la région de la Montérégie. La majorité (51,4 %) de la main-d'œuvre en ST du territoire de la CRÉ – Longueuil travaille dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale (19,5 %), dans les services professionnels, scientifiques et techniques (18,1 %) et dans les services d'enseignement (13,8 %).

Tableau 9.1

Personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi ou qui occupent un emploi en science et technologie (ST), selon la scolarité, le sexe et le groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2006

	Occupent un emploi			Occupent un emploi en science et technologie					
	Total	Titulaires d'un grade universitaire	Ayant d'autres diplômes	Total		Titulaires d'un grade universitaire		Ayant d'autres diplômes	
				n	%	n	%	n	%
CRÉ – Longueuil	166 215	50 075	116 140	62 405	100,0	33 105	100,0	29 300	100,0
Hommes	85 880	26 075	59 805	28 250	45,3	16 070	48,5	12 180	41,6
Femmes	80 335	24 000	56 335	34 165	54,7	17 025	51,4	17 140	58,5
Les deux sexes	166 215	50 075	116 140	62 405	100,0	33 105	100,0	29 300	100,0
25-44 ans	83 105	27 815	55 290	32 995	52,9	18 625	56,3	14 370	49,0
45-64 ans	83 105	22 240	60 865	29 415	47,1	14 470	43,7	14 945	51,0
Hommes	85 880	26 075	59 805	28 250	100,0	16 070	100,0	12 180	100,0
25-44 ans	43 075	13 140	29 935	14 250	50,4	8 230	51,2	6 020	49,4
45-64 ans	42 805	12 940	29 865	14 000	49,6	7 860	48,9	6 140	50,4
Femmes	80 335	24 000	56 335	34 165	100,0	17 025	100,0	17 140	100,0
25-44 ans	40 040	14 680	25 360	18 745	54,9	10 380	61,0	8 365	48,8
45-64 ans	40 305	9 330	30 975	15 420	45,1	6 630	38,9	8 790	51,3
Montérégie	593 095	121 620	471 475	185 860	...	82 195	...	103 665	...
Ensemble du Québec	3 133 930	728 355	2 405 575	1 031 970	...	497 340	...	534 630	...

Note : Afin d'assurer la confidentialité, tous les chiffres sont arrondis. En conséquence, le total n'égalé pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Recensement de la population*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La majorité (53,0 %) des personnes qui occupent un emploi en ST dans le territoire de la CRÉ – Longueuil est titulaire d'un grade universitaire, soit une proportion supérieure à celles qu'on observe dans la région de la Montérégie (44,2 %) et dans l'ensemble du Québec (48,2 %). Les personnes qui occupent un emploi en ST sont en majorité des femmes (54,7 %), qu'elles soient titulaires d'un grade universitaire (51,4 %) ou non (58,5 %). Par ailleurs, l'emploi en ST représente une plus grande part des emplois occupés par des femmes de 25-64 ans (42,5 %) que des emplois occupés par des hommes du même groupe d'âge (32,9 %).

Les personnes âgées de 25 à 44 ans représentent 52,9 % de celles qui occupent un emploi en ST, soit une proportion supérieure à celle qu'elles représentent dans l'ensemble de la population des 25-64 ans qui occupent un emploi dans le territoire de la CRÉ – Longueuil (50,0 %). Les titulaires d'un grade universitaire qui occupent un emploi en ST sont plus jeunes que leurs collègues ayant d'autres diplômes, au sens où ils comptent dans leurs rangs une plus grande proportion de 25-44 ans (56,3 % comparativement à 49,0 %). De même, la part des 25-44 ans est plus élevée chez les femmes que chez les hommes, sauf chez les personnes qui ont d'autres diplômes qu'un grade universitaire.

10 – Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En 2006, ce sont les points de services des bibliothèques publiques autonomes (15), les librairies (12) et les salles de spectacles (10) que l'on retrouve en plus grand nombre dans la CRÉ – Longueuil. Les points de services des bibliothèques (3,8 établissements par 100 000 habitants) sont les établissements culturels dont la présence se rapproche le plus de ce qui s'observe pour l'ensemble du Québec (4,1 par 100 000 habitants). À l'exception du nombre d'écrans de cinéma, la prévalence des établissements culturels par 100 000 habitants (salle de spectacles, institutions muséales, librairies, etc.), est moins élevée dans cette CRÉ que dans l'ensemble du Québec.

Tableau 10.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2006

	Établissements	Ratio CRÉ/ Québec	Établissements ¹ par 100 000 hab.	
			CRÉ	Ensemble du Québec
	n	%	n	
Centres d'artistes	–	–	–	0,8
Salles de spectacles	10	1,8	2,6	7,3
Institutions muséales ²	4	0,9	1,0	5,6
Points de services des bibliothèques publiques autonomes	15	4,7	3,8	4,1
Bibliothèques publiques affiliées	..	..	..	9,0
Librairies	12	3,1	3,1	5,0
Cinémas et ciné-parcs	4	3,1	1,0	1,7
Écrans	51	6,3	13,1	10,6
Stations de radio privées et communautaires	2	1,3	0,5	2,0

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.

2. Comprend les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite aux questionnaire d'enquête. Exclut les institutions muséales fermées en 2004 ou incapable de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2007, la CRÉ – Longueuil, qui représente 5,1 % de la population du Québec, a diffusé 0,8 % des représentations des arts de la scène au Québec et ses institutions muséales ont accueilli 0,2 % des visiteurs du Québec. En 2006, le nombre de prêts effectués dans les bibliothèques publiques s'est élevé à 6 344,7 par 1 000 habitants, ce qui est supérieur à ce qu'on a observé dans les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Tableau 10.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, CRÉ – Longueuil, 2006 et 2007

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio CRÉ/ Québec
		2007	2006	2007	2007
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	128	0,4	0,3	0,8
Entrées	n	x	x	x	x
Assistance des cinémas					
Entrées	k	x	x	x	x
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	21 481	42,3	54,7	0,2
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	6 344,7	...	...
Population	n	392 642	...	...	5,1

Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et de communication du Québec; ministère de la Culture et des Communications, *Bibliothèques publiques, statistiques 2006*.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2006. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 \$ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 \$ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, soit pour l'exécution de travaux d'amélioration, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Logement et coûts d'habitation

Accessibilité financière au logement

Un logement est dit abordable lorsque les dépenses qui s'y rattachent (loyer ou de propriété et autres) représentent moins de 30 % du revenu annuel brut du ménage qui l'occupe et, inversement, il est dit non abordable lorsque ces dépenses représentent 30 % ou plus du revenu annuel brut du ménage. Ce seuil (30 %) a été établi par la Société d'hypothèque et de logement (SCHL).

Famille

Couple marié ou en union libre, avec ou sans enfants, ou parent seul (peu importe son état matrimonial) demeurant avec au moins un enfant dans le même logement.

Genre de ménage

Composition du ménage. Deux grandes catégories de genres de ménages s'opposent : les ménages non familiaux qui sont composés soit d'une personne seule, soit de deux personnes ou plus partageant un logement, mais qui ne forment pas une famille, et les ménages familiaux composés d'une famille (unifamiliaux) ou de plus d'une famille (multifamiliaux).

Logement

Ensemble de pièces d'habitation qu'une personne ou un groupe de personnes habite ou pourrait habiter.

Ménage

Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

Mode d'occupation

Indique si le logement est possédé ou loué par un membre du ménage, ou s'il s'agit d'un logement de bande (dans une réserve ou un établissement indien).

Taux de propriété des ménages

Nombre de ménages propriétaires de leur unité d'habitation exprimé en pourcentage du nombre total de ménages.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Taux de décrochage du secondaire

Les sortants sans diplôme ni qualification répondent aux critères suivants : ils n'obtiennent pas, durant l'année considérée, un diplôme ni une qualification; ils ne sont pas réinscrits, nulle part au Québec l'année suivante, ni en formation générale, jeunes ou adultes, ni en formation professionnelle, ni au collé-

gial. Les sorties sans diplôme ni qualification comprennent des sorties dues à l'émigration hors Québec, à la mortalité et à d'autres causes que le décrochage. Les données par région administrative correspondent à la somme des commissions scolaires correspondantes; par conséquent, les résultats par région administrative ne concernent que les élèves du réseau public (MELS, 2008).

Service d'enseignement et régime d'études

Le service d'enseignement et le régime d'études dont il est question sont ceux qui figurent sur la première fiche d'inscription trouvée pour l'année-session d'obtention du diplôme, ou s'il n'y en avait pas, sur la première fiche d'inscription précédant l'obtention du diplôme (MELS, 2008).

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2008).

Ressources humaines en science et technologie

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie (ST)

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie sont soit des spécialistes qui exercent des professions intellectuelles et scientifiques, soit des techniciens ou des spécialistes associés, au sens de la Classification internationale type des professions (CITP-88). Le personnel de gestion et de supervision ainsi que le personnel de la vente sont notamment exclus de cette population. Les ressources humaines en science et technologie (RHST) définies selon la profession, les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie, la main-d'œuvre en science et technologie, les personnes qui exercent une profession scientifique ou technique, sont toutes des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans.

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif des régions administratives et TE des territoires de CRÉ de la Montérégie

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Taux de décrochage du secondaire	Population au 1 ^{er} juillet	
	2008 ^{ep}	Var. 08/07	2008 ^p	Var. 08/07	2008	2006	Var. 09/08	2006-2007	2008 ^p	TAAM ¹ 2006-2008
	\$	%	\$	%	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 732	1,1	21 806	3,9	8,7	7,3	5,0	18,7	202 068	1,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	32 402	0,4	23 093	2,5	8,5	7,2	-15,0	18,0	274 919	1,5
Capitale-Nationale	39 920	1,4	26 363	4,2	4,6	6,0	0,0	22,0	680 074	8,4
Mauricie	29 635	0,8	22 649	3,0	8,4	9,4	8,4	30,4	262 152	3,5
Estrie	30 103	0,6	23 181	2,6	5,9	8,4	-2,0	33,1	304 702	6,1
Montréal	52 883	2,0	26 605	4,0	8,7	16,1	2,0	32,1	1 877 693	1,1
Outaouais	28 382	1,8	24 388	3,5	5,4	9,1	2,5	34,2	351 964	10,2
Abitibi-Témiscamingue	35 312	1,8	24 510	3,9	7,6	8,3	-17,1	28,8	145 844	3,4
Côte-Nord	47 796	0,3	25 734	3,7	11,2 ²	9,7	10,8	30,2	96 060	-2,6
Nord-du-Québec	63 754	1,7	53 527	106,9	11,2 ²	16,5	1,6	71,5	41 129	10,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	22 433	2,6	21 022	4,0	17,3	9,9	17,7	27,7	94 729	-2,3
Chaudière-Appalaches	31 314	-0,1	24 406	3,9	5,0	5,3	-6,3	18,9	402 019	6,3
Laval	30 487	0,8	26 048	3,0	6,7	7,4	-3,1	25,3	384 224	15,6
Lanaudière	22 142	-0,2	24 222	2,9	7,2	7,3	-1,9	32,0	452 897	21,6
Laurentides	28 378	0,9	25 648	3,2	7,3	7,3	0,0	33,9	535 395	16,1
Montérégie	30 776	0,7	26 408	3,2	6,6	7,1	0,9	28,5	1 415 010	11,4
CRÉ – Longueuil	36 079	2,6	28 026	4,0	..	8,3	9,6	26,8	392 776	5,1
CRÉ – Montérégie Est	31 137	-0,1	25 789	2,2	..	6,2	-1,8	31,6	613 916	11,2
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 132	0,0	25 782	3,9	..	7,5	-5,2	26,8	408 318	18,2
Centre-du-Québec	32 948	-0,3	22 800	2,7	7,8	7,9	5,0	29,7	229 625	8,1
Ensemble du Québec	36 542	1,0	25 494	4,0	7,2	9,3	0,0	25,3	7 750 504	7,7

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Tableau comparatif des MRC et TE des territoires de CRÉ de la Montérégie

	Revenu personnel disponible par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1 ^{er} juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2008 ^p	Var. 07/08	2008	2006	2008 ^p	TAAM ¹ 2006-2008	2008 ^p	2007-2008 ²
	\$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Montérégie	26 408	3,2	75,8	7,1	1 415 010	11,4	6 559	6 153
CRÉ – Longueuil	28 026	4,0	74,1	8,3	392 776	5,1	1 410	-470
CRÉ – Montérégie Est	25 789	2,2	76,6	6,2	613 916	11,2	2 828	2 400
Acton	21 020	2,8	71,5	8,3	15 375	-1,1	71	-71
Brome-Missisquoi	23 672	1,3	70,7	8,0	47 277	3,5	24	104
La Haute-Yamaska	25 611	5,0	76,9	6,8	88 784	14,2	390	558
La Vallée-du-Richelieu	29 364	1,4	81,1	3,9	112 125	19,0	917	808
Lajemmerais	28 326	1,2	81,3	3,2	72 074	10,1	607	-27
Pierre-De Saurel	23 247	3,3	65,2	8,4	50 397	2,6	-100	46
Le Haut-Richelieu	24 518	1,5	75,8	7,0	112 576	11,8	441	510
Les Maskoutains	24 808	1,6	76,6	7,4	82 558	7,3	305	59
Rouville	24 492	1,7	80,9	6,3	32 750	16,3	174	413
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 782	3,9	76,1	7,5	408 318	18,2	2 322	4 224
Beauharnois-Salaberry	22 544	2,7	68,9	8,3	61 768	4,9	-5	103
Le Haut-Saint-Laurent	19 112	1,9	59,9	17,6	24 795	-4,8	31	-30
Les Jardins-de-Napierville	24 148	4,0	81,3	15,1	25 312	18,4	116	220
Roussillon	26 336	5,6	77,0	6,4	166 038	14,9	1 120	1 143
Vaudreuil-Soulanges	28 195	2,4	80,2	4,8	130 405	32,9	1 060	2 788
Ensemble du Québec	25 494	4,0	72,3	9,3	7 750 504	7,7	30 800	...

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

2. Année du 1^{er} juillet au 30 juin.

CRÉ – Longueuil

Superficie en terre ferme (2008)	282,4 km ²
Densité de population (2008)	1 390,8 hab./km ²
Population totale (2008 ^p)	392 776 hab.
Accroissement naturel (2008 ^p)	1 410 hab.
Solde migratoire interrégional (2007-2008) ¹	-470 hab.
PIB aux prix de base (2008)	14 171,1 M\$
PIB par habitant (2008)	36 079 \$
Revenu personnel disponible par habitant (2008)	28 026 \$
Taux de travailleurs de 25 à 64 ans (2008)	74,1 %
Taux de faible revenu des familles (2006)	8,3 %
Dépenses en immobilisation (2009)	3 640,8 M\$
Taux de décrochage du secondaire (2006-2007)	26,8 %

1. Année du 1^{er} juillet au 30 juin.